

## Groenland

Frank Sejersen  
Marianne Lykke Thomsen

### **Une année mouvementée**

Le gouvernement groenlandais, dirigé par la Première ministre Aleqa Hammond, a été très actif sur la scène internationale au cours de l'année passée. Elue en 2013, Aleqa Hammond s'est fortement impliquée dans la mise en avant de son pays comme nation en marche vers son indépendance du Danemark. Parallèlement, Mme Hammond a fait montre de solidarité avec les peuples autochtones du Monde à travers des déclarations faites lors de conférences internationales – notamment à la Conférence mondiale sur les peuples autochtones (WCIP) qui s'est tenue au siège de l'Organisation des Nations unies (ONU) à New York en septembre 2014.

Au printemps 2014, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon s'est rendu en visite officielle au Groenland afin de se rendre compte personnellement des effets du changement climatique dans ce pays. Il profita de l'occasion pour inviter Aleqa Hammond à s'exprimer lors du Sommet sur le climat de l'ONU qui se tenait en même temps que la WCIP, bénéficiant ainsi d'une large couverture médiatique.

Cependant, la Première ministre Hammond et son gouvernement de coalition subirent de nombreux revers en politique intérieure suite à des déclarations et actions politiques controversées, ce qui n'a pas permis de convaincre la population du moindre progrès au niveau national. Des appels à organiser des élections anticipées se firent entendre de plus en plus fort l'année dernière, vu que le gouvernement ne voulait entendre aucune critique constructive et échouait à introduire des réformes financières et plusieurs autres en attente. La Première ministre dut finalement se résoudre à démissionner de son mandat de chef du parti social-démocrate Siumut lorsque la preuve de dépenses d'argent public à des fins privées fit surface. Une manifestation publique bruyante accompagna sa sortie lors de la traditionnelle cérémonie d'ouverture de la session parlementaire.

Les élections législatives se sont tenues le 28 novembre et, pendant un bon moment, il paraissait acquis que le parti socialiste Inuit Ataqatigiit (IA) reviendrait au pouvoir, emmené par sa nouvelle cheffe Sara Olsvig. Madame Olsvig avait remplacé l'ancien Premier ministre Kuupik Kleist qui avait démissionné un peu plus tôt dans l'année pour permettre un rajeunissement de la direction de son parti. Sara Olsvig, qui était à la fois membre des parlements danois et groenlandais avant de prendre la direction de l'IA, gagna l'élection avec le plus grand nombre de voix personnelles. Toutefois, le chef nouvellement élu du Siumut, Kim Kielsen, et son équipe réussirent à conserver leur avance, bien que par une très faible marge, donnant à leur parti la possibilité de former le nouveau gouvernement.



Une des questions les plus controversées débattues pendant la campagne électorale fut l'appel à un référendum national sur l'extraction de l'uranium lancé par le parti socialiste Inuit Ataqatigiit et le nouveau Partii Naleraq, un parti dissident créé par un ancien Premier ministre du Siumut, Hans Enoksen. La question de l'uranium s'était hissée au premier plan politique en 2013 lorsque le parti Siumut, en coalition avec le parti conservateur Atassut, prit la décision controversée d'abolir la politique de tolérance zéro qui était en vigueur depuis 1988. Cette politique était considérée comme une entrave à l'attraction des entreprises minières dans le pays (voir aussi *The Indigenous World* 2014).

### **Une nouvelle coalition**

Ils furent nombreux à exprimer le souhait d'une grande coalition qui rassemblerait les deux plus puissants partis, Siumut et Inuit Ataqatigiit, malgré leurs opinions divergentes sur l'extraction de l'uranium. Siumut préféra cependant former une coalition réduite avec le petit parti libéral, les Démocrates, et l'encore plus petit parti conservateur Atassut, faisant

de l'extraction d'uranium le thème politique décisif. Le nouveau gouvernement ne disposait que d'une très faible majorité, le plaçant dans une position fragile.

Une fois encore, le nouveau Premier ministre promet pendant la campagne électorale de diriger un gouvernement responsable. L'accord de coalition contient cependant une longue liste de projets non financés, ainsi que d'importantes dépenses nouvelles. Il est difficile de voir comment le gouvernement va s'y prendre pour rendre effective la mise en œuvre de nombre de ses promesses électorales et, en même temps, mettre un terme au vaste déficit du budget de l'État.

L'augmentation du déficit des finances publiques, pour prendre cet exemple, est considérable et renforcée par des problèmes structureaux du Groenland dus au vieillissement de sa population et à une diminution continue de son PNB. Ces problèmes ont entraîné des demandes urgentes de réformes politiques, lesquelles, selon des experts, sont indispensables pour accroître le niveau et la qualité de l'enseignement, réduire le chômage et créer des entreprises davantage tournées vers l'exportation et le développement industriel. Experts et consultants sont d'avis que les efforts devraient être concentrés sur le maintien d'une économie de pêche durable, sur le démarrage de nouvelles activités liées aux ressources minérales et sur la croissance du tourisme.

### **Perte du contrat de gestion de la base aérienne de Thulé**

L'information choquante qu'une société américaine avait de façon inattendue remporté l'appel d'offres pour un contrat de plusieurs millions de couronnes danoises visant à la fourniture d'équipement et la gestion de la base aérienne de Thulé dans le nord du Groenland a été durement ressentie. Le contrat avait été détenu pendant de nombreuses années par des entreprises danoises et groenlandaises chapeautées par la société Greenland Contractors, et le Trésor groenlandais risque maintenant de perdre des recettes fiscales et des emplois.

Selon l'accord de défense de 1951, les citoyens américains et les entreprises américaines travaillant sur la base aérienne de Thulé sont exemptés d'impôts. Ce coup de semonce a coïncidé avec la récente inauguration de la Représentation du Groenland à Washington, liée à l'Ambassade royale du Danemark, précisément dans le but de renforcer la coopération entre les Etats-Unis et le Groenland. Les entreprises associées au contrat actuel ont fait appel de la décision, alors le Premier ministre danois et le ministre des Affaires étrangères doivent faire face aux pressions des députés danois et groenlandais qui souhaitent annuler le résultat de l'appel d'offres.

### **Les industries extractives**

Le Groenland s'est pendant de nombreuses années fortement investi pour faire venir des entreprises minières dans l'espoir d'y créer des emplois et de générer de meilleures recettes fiscales, contribuant ainsi à l'amélioration de la situation économique. Malgré un intérêt accru de la part d'entreprises étrangères, cette stratégie n'a pas répondu aux attentes.

En octobre 2013 cependant, la société London Mining et le gouvernement du Groenland ont signé un accord pour un permis d'exploitation de la mine de fer à ciel ouvert située à 150 km de la capitale Nuuk. Pour assurer les coûts de constructions astronomiques, de grands espoirs avaient été placés dans des investissements chinois. La création de centaines d'emplois directs et indirects était attendue de la mine, laquelle fut cependant mise à l'arrêt en 2014 lorsque la London Mining fut placée sous administration judiciaire. Cette société avait des difficultés à trouver un acheteur pour ses produits alors qu'elle se débattait avec des dettes suite à un effondrement des prix du minerai de fer et aux problèmes de production de sa mine de Sierra Leone dus à l'épidémie d'Ebola. La société London Mining Greenland a depuis été reprise par la grande compagnie chinoise General Nice Development Ltd.

### **Transparence et inclusion**

Faire venir les industries extractives au Groenland reste une priorité, car on les pense constituer une façon de soulager la situation financière désastreuse. L'ancien gouvernement dut cependant faire face à une pression croissante de la société civile demandant davantage d'informations et un engagement plus affirmé des citoyens dans la prise de décision concernant l'extraction de pétrole et de minerais. Il y eut en particulier un appel visant à améliorer les procédures en matière de consultation publique – jusqu'à des appels pour des autorisations libres, préalables et accordées sur la base d'informations fiables.

La Conseil circumpolaire inuit (ICC) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) ont publié les résultats d'une enquête sur la participation aux prises de décision en matière d'exploitation minière de l'uranium, qui montrent que seuls un tiers des personnes consultées étaient satisfaites du degré d'implication de la société civile dans les procédures de consultation et de prise de décision visant à l'abandon de la politique de tolérance zéro sur l'uranium.

Plusieurs organisations de la société civile groenlandaises étaient restées sur le qui-vive tout au long du mandat du gouvernement Hammond, en raison d'un manque de transparence et de participation du public au processus décisionnel concernant les activités d'exploration pétrolière et minérale, et d'exploitation des ressources plus généralement. En 2013, des organisations telles que l'ICC, le WWF, l'Association des pêcheurs et chasseurs (KNAPK), la Charte de la Terre, Avataq (organisation pour la protection de l'environnement au Groenland) et Transparency International Greenland ont formé la Coalition des ONG de 2013. Cette coalition milite en faveur d'une amélioration des procédures visant à associer la société civile aux décisions en matière d'extraction de minerais. Elle recommande également que le gouvernement ratifie et mette en œuvre les conventions internationales appropriées, telles que la Convention d'Aarhus (Convention de la Commission Economique des Nations unies pour l'Europe sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement) et de la Convention des Nations unies sur la corruption.

La Coalition des ONG et plusieurs autres organisations se réfèrent souvent à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ou à la Convention 169 de l'OIT en

tant qu'importantes sources d'inspiration en termes d'amélioration de l'inclusion et de la diffusion de l'information, en particulier pour tout ce qui concerne les projets d'extraction des ressources minérales.

### **Revendication sur le Pôle Nord**

Le 15 décembre, le Danemark, conjointement avec le Groenland, a déposé auprès des Nations unies sa revendication sur une zone couvrant 895.000 kilomètres carrés s'étendant du Groenland à la limite des 200 miles nautiques russes. Cette revendication s'appuie sur des données recueillies depuis 2002 et la preuve que la dorsale Lomonosov constitue une extension naturelle du plateau continental groenlandais. Le Canada et la Russie devraient présenter des revendications similaires. Le Danemark a ratifié la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) en 2004, ce qui signifie que 2014 était la date limite pour la soumission de demandes d'extension du plateau continental, celles-ci devant en effet être déposées dans les 10 ans suivant la ratification. Le traitement des demandes devrait encore durer de 12 à 14 ans.

Le Danemark et le Groenland, ainsi que la Russie, la Norvège, le Canada et les États-Unis, ont convenu que le différend territorial devrait être réglé conformément à la CNUDM.

### **Le Conseil groenlandais des droits de l'homme**

En 2013, le gouvernement du Groenland a pris les premières mesures en vue de l'établissement d'une institution des droits de l'homme, après décision à l'unanimité du Parlement en 2008. Le Conseil groenlandais des droits de l'homme (GHRC) est composé de représentants d'organisations de la société civile et d'institutions sociales et politiques du Groenland quotidiennement engagées dans la défense des dits droits. Il est régi par les Principes de Paris des Nations unies pour les institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme (INDH) et dispose d'un siège au conseil de l'INDH danoise (DNIHR). L'un des principaux objectifs de la GHRC est de sensibiliser la population aux droits de l'homme au Groenland et de renforcer les moyens d'action dans ce domaine. En 2014, le GHRC et le DNIHR ont publié leur premier rapport commun fournissant un aperçu de la situation globale des droits de l'homme au Groenland dans sept domaines donnés, comprenant également des recommandations essentielles sur la façon de renforcer les droits de l'homme dans ces secteurs. Il a été suivi d'un autre rapport du GHRC sur la situation et la mise en œuvre d'outils internationaux au Groenland visant à garantir les droits des personnes handicapées.

### **Conférence mondiale sur les peuples autochtones**

Une des questions importantes de la WCIP était la participation des peuples autochtones à l'ONU. La participation conjointe de la Première ministre du Groenland Aleqa Hammond et du ministre danois des Affaires étrangères Martin Lidegaard, qui ont partagé leur temps de parole, fut une illustration de la bonne coopération entre les peuples autochtones et les États. Dans son allocution, Aleqa Hammond a déclaré que : « Tout comme la Déclaration sur les droits des peuples autochtones continue à nous inspirer au Groenland, le Groenland

espère que ce modèle de coopération au sein du Royaume de Danemark pourra inspirer d'autres peuples autochtones. »

Alors que le Groenland prit une part active aux préparatifs de la WCIP et à la conférence elle-même, le document final de la WCIP n'est pas explicitement mentionné dans l'accord de coalition. Cependant, le fait que le Groenland jouisse d'une vaste autodétermination et travaille en étroite coopération avec le Danemark sur les questions relatives aux droits des autochtones implique que les principes et les recommandations exprimés dans le document final de la WCIP restent à l'ordre du jour pour leur mise en œuvre future.

### **Un seul Arctique – Un avenir commun**

Le Conseil circumpolaire inuit (CCI) (représentant les Inuit du Canada, du Groenland, de Russie et des Etats-Unis) tient son assemblée générale tous les quatre ans dans un pays arctique différent et sur un thème différent. Le thème de cette année était « Un seul Arctique – Un avenir commun ». Les assemblées générales sont des moments importants pour les Inuit des quatre nations de l'Arctique, qui leur permettent de se rencontrer et d'échanger leurs points de vues sur les questions relatives à l'Arctique et les développements qui affectent le monde inuit, et de célébrer leur patrimoine culturel.

La 12<sup>e</sup> Assemblée générale du CCI, qui s'est tenue à Inuvik au Canada, a été suivie par une importante délégation du Groenland – y compris l'ancien gouvernement et le parlement et des représentants de diverses organisations de la société civile –, dont 18 délégués officiels. Lors de la réunion, un nouveau conseil exécutif a été élu et le Groenlandais Aqqaluk Lyngé, président du CCI, a transmis le flambeau au Canada et la présidence à Okalik Egeesiak du Nunavut.

Pour Aqqaluk Lyngé, cet événement marqua la fin d'une ère de plus de trente ans à la tête de l'action politique au service des autochtones de l'Arctique. Le nouveau président de la section groenlandaise du CCI, Hjalmar Dahl, a également une longue histoire d'engagement lié aux droits des peuples autochtones de l'Arctique. Hjalmar Dahl est l'un des membres venant de l'Arctique du Groupe de coordination globale de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones.

**Frank Sejersen** est un anthropologue danois, professeur associé au département d'études interculturelles et régionales de l'Université de Copenhague où il poursuit des recherches sur l'Arctique en général et le Groenland plus particulièrement depuis 1994. Frank Sejersen a été nommé membre du conseil de l'IWGIA en juin 2011 et en assure la présidence depuis janvier 2012.

**Marianne Lykke Thomsen** a une formation en anthropologie et études des Inuits et a vécu et travaillé au Groenland dans différents domaines depuis près de 30 ans. En sa qualité de plus haut conseiller politique principal auprès du gouvernement local du Groenland, elle a joué un rôle actif dans le travail de l'ONU concernant les droits de l'homme et des peuples, et dans le Conseil de l'Arctique. Avant cela, elle a travaillé avec le Conseil circumpolaire inuit (ICC) sur les questions environnementales et les savoirs traditionnels. Marianne Lykke Thomsen a été élu membre du conseil d'administration d'IWGIA en Janvier à 2015.

*Source : IWGIA, Indigenous World 2015  
Traduction pour le GITPA par **Guy Bordin**  
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Arctique*